

Numéro 19 - 12 mai 2018

Des questions importantes de guerre et de paix

Développements très importants sur la péninsule coréenne

- Moment critique et historique dans les relations entre les États-Unis et la Corée
- Lettre aux membres du Congrès des États-Unis
- Intensification de la campagne de pétition pour la paix en Corée

Tentatives impérialistes de perturber l'ordre constitutionnel et miner la démocratie en Amérique latine

- Les Vénézuéliens défendent leur dignité face aux activités de voyous des États-Unis

70e anniversaire de la Nakba

- La «Grande Marche du retour» affirme audacieusement le droit des Palestiniens à leur patrie
- Les sionistes codifient la discrimination et le nettoyage ethnique dans leur «projet de loi sur l'État-nation juif»
- Au sujet de la Déclaration Balfour - *Dr Ismail Zayid*

Le 73e anniversaire de la libération de l'Europe

- Un anniversaire qui souligne la nécessité d'établir aujourd'hui des gouvernements antiguerre
- Commémoration du Jour de la Victoire au Canada

Supplément

- Sur la victoire sur le fascisme en Europe

Développements très importants sur la péninsule coréenne

Moment critique et historique dans les relations entre les États-Unis et la Corée

Le sommet entre le président de la Commission des affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée, Kim Jong Un, et le président des États-Unis, Donald Trump, se tiendra à

Singapour le 12 juin 2018. Kim Jong Un a reçu le secrétaire d'État américain Mike Pompeo à Pyongyang à deux occasions en préparation du sommet. Lors de leur rencontre du 10 mai, ils ont discuté de la situation sur la péninsule coréenne, rapporte l'Agence centrale de presse coréenne (KCNA). Le président Kim a dit à Pompeo qu'il apprécie que le président Trump ait exprimé « un grand intérêt à régler la question par le dialogue », selon KCNA. Il a aussi partagé avec Pompeo son évaluation et son opinion de la situation sérieuse qui règne dans la péninsule coréenne, qui est maintenant une question urgente de préoccupation pour le monde entier, rapporte l'agence de presse. « Le sommet RPDC-États-Unis sera une réunion historique marquant un très bon premier pas vers la promotion d'une situation positive sur la péninsule coréenne et l'édification d'un bel avenir », a dit Kim Jong Un à Pompeo.



À la demande du président Trump, Kim Jong Un, en sa qualité de président de la Commission des affaires d'État de la RPDC, a amnistié et signé la libération de trois Américains d'origine coréenne qui avaient été emprisonnés en RPDC après avoir été inculpés et reconnus coupables de crimes contre l'État.

Il s'agit d'un moment critique et historique dans les relations entre les États-Unis et la Corée. Le sommet qui se tiendra à Singapour a soulevé beaucoup d'attentes ainsi que certaines appréhensions.

Lors des pourparlers intercoréens qui se sont tenus le 27 avril 2018 à Panmunjom, les dirigeants de la République de Corée (RDC) et de la RPDC ont signé la Déclaration pour la paix, la prospérité et la réunification de la péninsule dans laquelle ils ont convenu de « proclamer la fin de la guerre de Corée » cette année et de convertir l'accord d'armistice « en un accord de paix ». En ce qui concerne la question nucléaire, ils ont « confirmé l'objectif commun d'aboutir à une péninsule coréenne sans armes nucléaires grâce à une dénucléarisation complète ». Tout de suite après la signature de la Déclaration intercoréenne de Panmunjom, Kim Jong Un s'est engagé à fermer en mai le site de tests nucléaires de la RPDC et à inviter les experts et journalistes des États-Unis et de la RDC à observer le démantèlement des installations. Cela crée les conditions optimales à des pourparlers réussis entre les États-Unis et la RPDC si telle est l'intention des États-Unis.

Cependant, en prélude à ce sommet entre Kim Jong Un et Donald Trump, les médias américains ont réduit la question importante de la paix dans la péninsule coréenne à des avertissements qu'on ne peut pas faire confiance à Kim Jong Un. Ils demandent que la RPDC dénucléarise

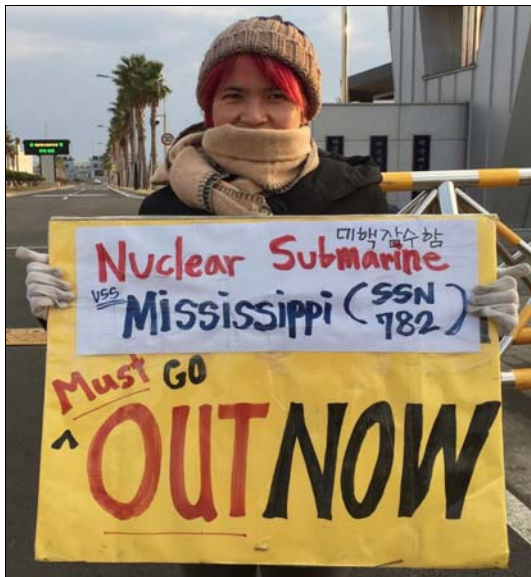
unilatéralement en signe de bonne foi et ils gardent le silence sur les obligations des États-Unis. Leur réaction tranche complètement avec celle des Coréens du monde entier qui ont célébré la déclaration historique.



Les sud-Coréens refusent de faire partie de la course aux armes nucléaires des États-Unis.

Ceux qui demandent la dénucléarisation de la péninsule coréenne en exigeant une dénucléarisation unilatérale de la RPDC ignorent ou déforment délibérément l'histoire et l'essence du conflit et des négociations entre les États-Unis et la RPDC sur la question nucléaire.

L'Accord de Genève de 1994 et la Déclaration commune de la Quatrième ronde des pourparlers à six de 2005 parlent de la « dénucléarisation de la péninsule coréenne » et non d'une dénucléarisation unilatérale de la RPDC. Ils contiennent des engagements de la RPDC, des États-Unis et de la République de Corée (RDC) à tous faire des gestes en vue de la dénucléarisation de la péninsule.



Des résidents de l'île Jéju en Corée du sud dénoncent la présence de l'armée américaine et de ses navires à propulsion nucléaire munis d'armes nucléaires, le 25 novembre 2017.

L'accord de Genève de 1994 stipule que « les deux parties oeuvreront de concert en faveur de la paix et de la sécurité dans une péninsule coréenne dénucléarisée » et que « les États-Unis donneront des garanties formelles à la RPDC contre la menace ou l'emploi d'armes nucléaires par les États-Unis » pendant que la Corée du nord prend des mesures en vue de la dénucléarisation.

La Déclaration commune de la Quatrième ronde des pourparlers à six en 2005, qui déclare

expressément que l'objectif des pourparlers est la « dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne » engage les États-Unis à confirmer que « les États-Unis n'ont pas d'armes nucléaires dans la péninsule coréenne et qu'ils n'ont pas l'intention d'attaquer ou d'envahir la RPDC avec des armes nucléaires ou conventionnelles ». Elle engage aussi la Corée du sud à affirmer son « engagement de ne pas introduire ni déployer d'armes nucléaires » et « qu'il n'existe pas d'armes nucléaires sur son territoire ».

Jusqu'à présent, la RPDC a pris des initiatives en ce sens alors que les États-Unis n'ont rien fait. Une rhétorique creuse contre la RPDC tout en ne faisant rien est une façon sûre de miner le processus actuel de paix. Il reste qu'une telle chose ne serait pas inattendue et que, si elle se produit, le peuple coréen et ses dirigeants ne seront pas dissuadés. L'historique sommet entre le président Moon de la RDC et le président Kim de la RPDC tenu à Panmunjom le 27 avril était la première rencontre entre les dirigeants du nord et du sud en 11 ans. Il a proclamé le début d'une nouvelle ère de réconciliation nationale et de prospérité commune. Honte à ceux qui cherchent à faire échouer les mesures concrètes qui ont été prises par la RPDC et la RDC afin de réaliser la paix dans la péninsule coréenne.

Que tous ceux et celles qui défendent la bannière de la paix mondiale se dressent sans hésitation aux côtés du peuple Coréen! Les impérialistes cherchent à semer le doute sur les motifs des dirigeants de la RPDC pour cacher leur propre motif, qui est de dominer la péninsule coréenne. Tout en oeuvre pour appuyer les efforts des Coréens pour se faire entendre et pour que leur désir de paix et de réunification se réalise!

(Sources : KCNA et ZoominKorea. Photos: Spark, S.H. Choi)

Lettre aux membres du Congrès des États-Unis



Des militants pour la paix, des citoyens américains d'origine coréenne et d'autres demandent au gouvernement de faire sa part pour assurer la paix sur la péninsule coréenne, à Washington le 20 juillet 2013.

Le 4 mai, Kim Jong-hoon, un membre de l'Assemblée nationale de la République de Corée et

coprésident du Parti Minjung, a écrit une lettre aux membres du Congrès américain. Il écrit : « Compte tenu de la signification historique du moment présent pour les relations entre les États-Unis et la Corée, le silence des législateurs de Washington est déconcertant. Des dizaines de milliers de soldats américains ont versé leur sang pendant la guerre de Corée. Depuis soixante-cinq ans, les États-Unis ont envoyé en Corée d'innombrables jeunes hommes et femmes qui ont fait face à des menaces de guerre répétées dans un affrontement militaire tendu avec la Corée du nord. L'année dernière, la Corée du nord a affirmé avoir mis au point une arme de destruction massive qui pourrait menacer les États-Unis sur le continent. Maintenant, les dirigeants de la Corée du nord et du sud et des États-Unis discutent d'une solution pour mettre enfin un terme à une situation très dangereuse. Est-ce que cela ne devrait pas être applaudi ?

Kim Jong-hoon ajoute que « les signataires de l'armistice à la fin de la guerre de Corée n'étaient pas la Corée du sud mais les États-Unis. Non seulement ont-ils participé à la guerre de Corée mais les États-Unis ont été directement impliqués dans la division de la Corée. Les États-Unis ont maintenu un régime militaire de 1945 à 1948, ce qui a eu pour conséquence l'établissement de deux gouvernements distincts dans le nord et le sud et a conduit en 1950 à la guerre de Corée lorsque les États-Unis ont pris le contrôle opérationnel des forces sud-coréennes. En tant que tel, le remplacement de l'armistice de 1953 par un traité de paix requiert que les États-Unis et la Corée du nord soient les parties prenantes centrales.

« Même aujourd'hui, les États-Unis maintiennent un contrôle opérationnel de temps de guerre sur les forces sud-coréennes. En l'absence d'un traité de paix, la guerre pourrait éclater à tout moment en Corée et les États-Unis y seraient automatiquement entraînés. Les médias et les dirigeants politiques américains semblent particulièrement préoccupés par la dénucléarisation de la Corée du nord, mais signer un traité de paix et établir un système de paix irréversible et complet sur la péninsule coréenne sont le seul moyen de libérer les États-Unis des menaces constantes de guerre sur la péninsule coréenne. »

Kim Jong-hoon conclut sa lettre en soulignant que « la réunification est un rêve partagé par les Coréens du monde entier. Les Américains demandent souvent : 'Est-ce que les sud-Coréens veulent vraiment la réunification ?' Bientôt, vous n'aurez plus besoin de poser cette question. À partir du moment où Kim Jong Un a franchi le 27 avril dernier la ligne de démarcation militaire à Panmunjom, il s'est produit un changement radical dans la façon dont les sud-coréens voient le nord. Des conversations enthousiastes peuvent être entendues dans toute la Corée du sud à propos de la reprise des visites et des échanges intercoréens et de la possibilité de rencontrer à nouveau nos homologues nord-coréens.



« Le prochain sommet États-Unis-Corée du nord pourrait produire un cadre général pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne ainsi que la normalisation des relations et la création d'un système de paix. Si tout se passe bien, nous pourrions voir, parallèlement à un calendrier de dénucléarisation, une déclaration pour mettre fin à la guerre de Corée avant la fin de cette année et un traité de paix d'ici 2020.

« Cela nécessite un effort bipartisan. Vous n'êtes pas obligés d'aimer Trump pour appuyer la paix en Corée. Nous sommes sur le point de réaliser quelque chose d'historique pour la paix mondiale. Travaillons ensemble pour faire en sorte que le prochain sommet États-Unis-Corée du nord mène à

une résolution à long terme du conflit coréen. »

(Sources: ZoominKorea. Photo: Nodutdol)

Intensification de la campagne de pétition pour la paix en Corée



SIGNATURE DE LA PÉTITION ET PIQUETS D'INFORMATION

Suite au succès spectaculaire du Sommet intercoréen de Panmunjom tenu le 27 avril juste au sud de la zone démilitarisée qui divise la nation coréenne, le Comité canadien pour la paix sur la péninsule coréenne a annoncé qu'il intensifie son travail pour mobiliser les Canadiens dans l'important travail d'appui à la paix sur la péninsule coréenne.



Piquetage hebdomadaire à Vancouver le 22 mars 2018

La pétition a été lancée en octobre 2017 à Toronto. Des milliers de Canadiens de tous âges et de tous milieux l'ont signée et ont entamé des discussions avec les organisateurs lors des piquets

d'information tenus à Toronto, Vancouver, Montréal et Edmonton, entre autres endroits. Ils ont aussi discuté de la question dans leur famille et parmi leurs amis et leurs pairs et la communauté coréenne a particulièrement été revigorée par l'espoir de réunification et de paix que les pourparlers de Panmunjom ont généré.

L'enthousiasme avec lequel les gens ont signé la pétition est un reflet de la position de principe du peuple canadien que toutes les nations et tous les peuples, particulièrement dans ce cas-ci le peuple coréen qui a tant souffert depuis des années, ont le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la paix.

Les piquets et la collecte de signatures sur la pétition donnent aux Canadiens l'occasion de s'exprimer sur cette question cruciale de la paix sur la péninsule coréenne et d'appeler le gouvernement des États-Unis à signer un traité de paix avec la RPDC pour mettre fin formellement à la Guerre de Corée. Ils leur donnent aussi l'occasion d'appeler le gouvernement canadien à renoncer à ses menaces de guerre, à l'imposition de sanctions et à l'instigation de troubles sur la péninsule coréenne. Le gouvernement canadien continue d'appuyer du bout des lèvres la recherche d'une solution diplomatique à la crise coréenne tout en continuant à mettre en oeuvre les sanctions illégales et injustes contre la RPDC et à s'engager dans des exercices militaires et de surveillance contre ce pays aux côtés de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Australie.

Les piquets donnent aussi aux gens des faits qui leur permettent de lutter contre la caricature de guerre froide de la RPDC comme un agresseur et une menace à la paix sur la péninsule. Vérifiez les dates des piquets d'information dans votre ville et joignez-vous à eux !

Pour une copie de la pétition, cliquer [ici](#).

Prière d'envoyer les pétitions complétées à : Comité pour la paix sur la péninsule coréenne CP 264, succursale Adelaide, Toronto ON M5C 2J8.



Piquetage hebdomadaire et signature de la pétition à Montréal le 11 janvier 2018

Tentatives impérialistes de perturber l'ordre constitutionnel et miner la démocratie en Amérique latine

Les Vénézuéliens défendent leur dignité face aux activités de voyous des États-Unis

Ces derniers jours l'impérialisme américain a dépêché le vice-président Mike Pence, l'ambassadrice aux Nations unies, Nikki Haley, et d'autres représentants pour attaquer dans les instances internationales le Venezuela, le Nicaragua et Cuba par des menaces verbales contre eux issues de la guerre froide.

Prenant la parole à une session spéciale du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OÉA) le 7 mai à Washington, Pence a dit des élections présidentielles, législatives et municipales du 20 mai au Venezuela qu'elles étaient « une fraude et un subterfuge » et a appelé le gouvernement à les suspendre et à organiser de « véritables élections ». Il a qualifié le Venezuela d'« État déchu » et a brandi le spectre des conséquences d'un effondrement qui se propagerait dans tout l'hémisphère et qui « affecterait tous nos pays ». Affirmant que l'objectif des États-Unis était de restaurer la démocratie pour le peuple du Venezuela, Pence a exhorté d'autres pays à participer à leur guerre économique et à leur campagne de déstabilisation, et à appuyer leur appel à suspendre le Venezuela de l'OÉA au nom de la soi-disant Charte démocratique interaméricaine.



Pence a même invoqué le nom de trois libérateurs de l'Amérique latine comme s'il prétendait que les États-Unis sont leurs véritables défenseurs. Bolivar, Marti et San Martin ont combattu dans les guerres anticoloniales d'indépendance contre l'Espagne et représentent le contraire de ce que l'impérialisme américain représente. Il a dit espérer que les pays membres de l'OÉA soient prêts « à faire à notre époque, au nom de la liberté, ce que ceux-ci étaient prêts à faire à la leur ».

Par sa diatribe le lendemain contre le Venezuela, le Nicaragua et Cuba à la conférence de Washington sur les Amériques, l'ambassadrice Haley a répété le mensonge que « le régime Maduro menace la paix et la sécurité de toute la région ». Ses menaces ont été encore plus ouvertes que celles de Pence alors qu'elle a déclaré comme un voyou que « pour la sécurité et la sûreté de tous les peuples de l'Amérique latine, il est temps pour Maduro de partir. »

La réponse du Venezuela

Dans ses remarques à propos du discours du vice-président américain et du fait que l'OÉA lui ait donné une plateforme, l'ambassadeur du Venezuela auprès de l'organisation, Samuel Moncada, a déclaré que l'OÉA ne fait que se discréditer en permettant une telle activité criminelle en son nom. Il a dit que cela lui rappelle la situation où l'OÉA a approuvé 53 ans plus tôt l'invasion américaine de la République dominicaine. Il n'y a aucune chance, a-t-il dit, que les élections soient annulées, encore moins à la demande du vice-président d'un gouvernement des plus racistes et intolérants depuis des décennies et des plus agressifs, et qui vise à humilier les Amériques, à menacer,

extorquer et s'imposer sur tous et chacun dans l'ensemble de la région.

Le gouvernement vénézuélien a aussi émis une déclaration qui rejette l'agression et l'ingérence de Pence dans les affaires du Venezuela et dit que ces dernières années l'OÉA a réaffirmé sa condition originelle d'organisme colonial au service des ambitions de domination de Washington dans la région.

Le gouvernement vénézuélien y dit aussi que le comportement arrogant des États-Unis ne faisait que confirmer la décision du Venezuela de renoncer à son adhésion à l'OÉA, « une institution qui, loin de promouvoir la diplomatie et la coopération entre les pays de la région, est un instrument d'agression qui ravive le colonialisme que nos libérateurs ont vaincu il y a plus de deux cents ans.

« M. Pence, par son cynisme suprémaciste, cherche à masquer les dommages que son gouvernement a causés à la société vénézuélienne par des mesures coercitives unilatérales, avec une fausse préoccupation humanitaire dont l'objectif est de déformer la volonté du peuple afin de s'accaparer les richesses et les ressources naturelles de notre pays. »

En conclusion, la déclaration rappelle que le 20 mai, des élections présidentielles auront lieu sans faute au Venezuela, et que le monde verra une autre expression de la volonté populaire qui réaffirmera le caractère démocratique de la République bolivarienne du Venezuela. Aucun empire ne pourra arrêter la volonté du peuple vénézuélien, dit-elle, le qualifiant d'un des « dignes héritiers du libérateur Simón Bolívar dans son effort crucial pour construire des nations et des sociétés libres, souveraines, indépendantes et profondément anti-impérialistes ».

Tout porte à croire que les élections du 20 mai se dérouleront de manière transparente et bien organisée, comme le Venezuela sait en tenir. Quelque 2 000 observateurs internationaux ont été désignés, y compris des délégations du Conseil des experts électoraux latino-américains, de la Communauté des États caraïbes et d'autres organismes régionaux. Il y a aussi de bonnes raisons de s'attendre à ce que les Vénézuéliens votent en grand nombre, sans se laisser intimider par la menace croissante d'une intervention américaine.

Événements

Ottawa

L'importance des élections du 20 mai au Venezuela
Conférencier principal: Professor Luis Acuña,
chargé d'affaires, République bolivarienne du Venezuela

Jeudi 17 mai à 19 h

Université d'Ottawa, pavillon Vanderbilt (Vnr), salle 3035
136, Jean Jacques Lussier Private

Information: albasocialmovements@gmail.com

Discussion: Résultats des élections à Cuba et attaques
contre la démocratie en Amérique latine

Conférencière: Son Excellence Josefina Vidal,
ambassadrice de Cuba au Canada

Jeudi 25 mai à 19 h

Friends Meeting House, 91A Fourth Ave

Information: 613-261-7793 albasocialmovements@gmail.com

70e anniversaire de la Nakba

La « Grande Marche du retour » affirme audacieusement le droit des Palestiniens à leur patrie



La Grande Marche du retour a commencé le 30 mars 2018, Jour de la Terre.

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

La Grande Marche du retour, qui a débuté le 30 mars, le Jour de la Terre, se terminera le 15 mai, date du 70e anniversaire de la Nakba (la catastrophe). Le 15 mai 1948, les impérialistes anglo-américains ont réussi à imposer l'État sioniste d'Israël de manière illégitime par la dépossession barbare et l'expulsion de masse du peuple palestinien.

Aujourd'hui, le peuple palestinien fait face à l'occupation continue et à l'empiètement et la dépossession accrus aux mains des sionistes. La Grande Marche du retour est une affirmation audacieuse du droit de résister du peuple palestinien et de son droit de retourner dans sa patrie, tel qu'enchâssé dans le droit international.

La Grande Marche du retour a débuté il y a six semaines et appelle au retour des 1,3 million de réfugiés de la bande de Gaza à leurs villages d'origine. Les gens ont établi un campement non loin de la frontière de Gaza, où le moral est bon et où plusieurs générations de Palestiniens convergent régulièrement pour exprimer leur profonde revendication que leurs terres doivent leur être rendues.

Les manifestations de Gaza ont été attaquées violemment par les forces d'occupation israéliennes (FOI). Au 9 mai, on rapportait que 47 personnes ont été tuées, dont cinq enfants et deux journalistes. Plus de 8 536 Palestiniens ont été blessés, selon le ministère de la Santé de Gaza. Plus de 2000 personnes l'ont été par des tirs à balles réelles. Des blessures ont aussi été occasionnées par des balles en caoutchouc et par asphyxie due aux gaz lacrymogènes.



Le sculpteur sur sable Mohammed Abu Amr est parmi ceux qui ont été tués par les forces israéliennes lors de le Jour de la Terre : à gauche, il est honoré par une bannière placée près d'une carte de la Palestine tracée sur le sable faite à sa mémoire : à droite, une de ses sculptures sur sable.

Les organisations de défense des droits rapportent aussi que les FOI ciblent délibérément le personnel médical qui vient en aide aux blessés. En date du 9 mai, le ministre de la Santé de Gaza a rapporté que 163 membres du personnel médical ont été blessés par des tirs à balles réelles et par asphyxie due aux gaz lacrymogènes. Vingt-quatre ambulances ont été endommagées. Les journalistes qui couvrent les manifestations rapportent aussi qu'ils sont délibérément ciblés.

Les deux journalistes qui ont été tués se trouvaient loin des FOI et ils étaient vêtus de gilets pare-balles bleus où on pouvait clairement lire le mot « Presse ». Le ministre israélien de la Défense a plus tard tenté de justifier le meurtre de ces journalistes.



Bannières et affiches à la Grande Marche du retour honorant le photographe palestinien Yaser Maurtaji, tué alors qu'il couvrait la marche.

Au cours de cette même période, les forces israéliennes ont tué 13 autres Palestiniens à Gaza qui ne participaient pas aux manifestations lorsqu'ils ont été tués, selon un rapport de *Electronic Intifada*.

SHORT WALK HOME LONG WALK TO FREEDOM

Of Gaza's 1.9 million inhabitants, almost 70% are refugees whose families were expelled in 1948 from territory that became Israel.

In March 2018, Palestinians initiated the Great Return March, a recurring demonstration at the barrier between Gaza and Israel, demanding their right to return to their home villages and an end to the devastating Israeli-led blockade on Gaza.

Israeli forces have responded by opening fire, killing at least 39* unarmed protesters and injuring thousands. This map highlights the villages of origin of the refugees killed.

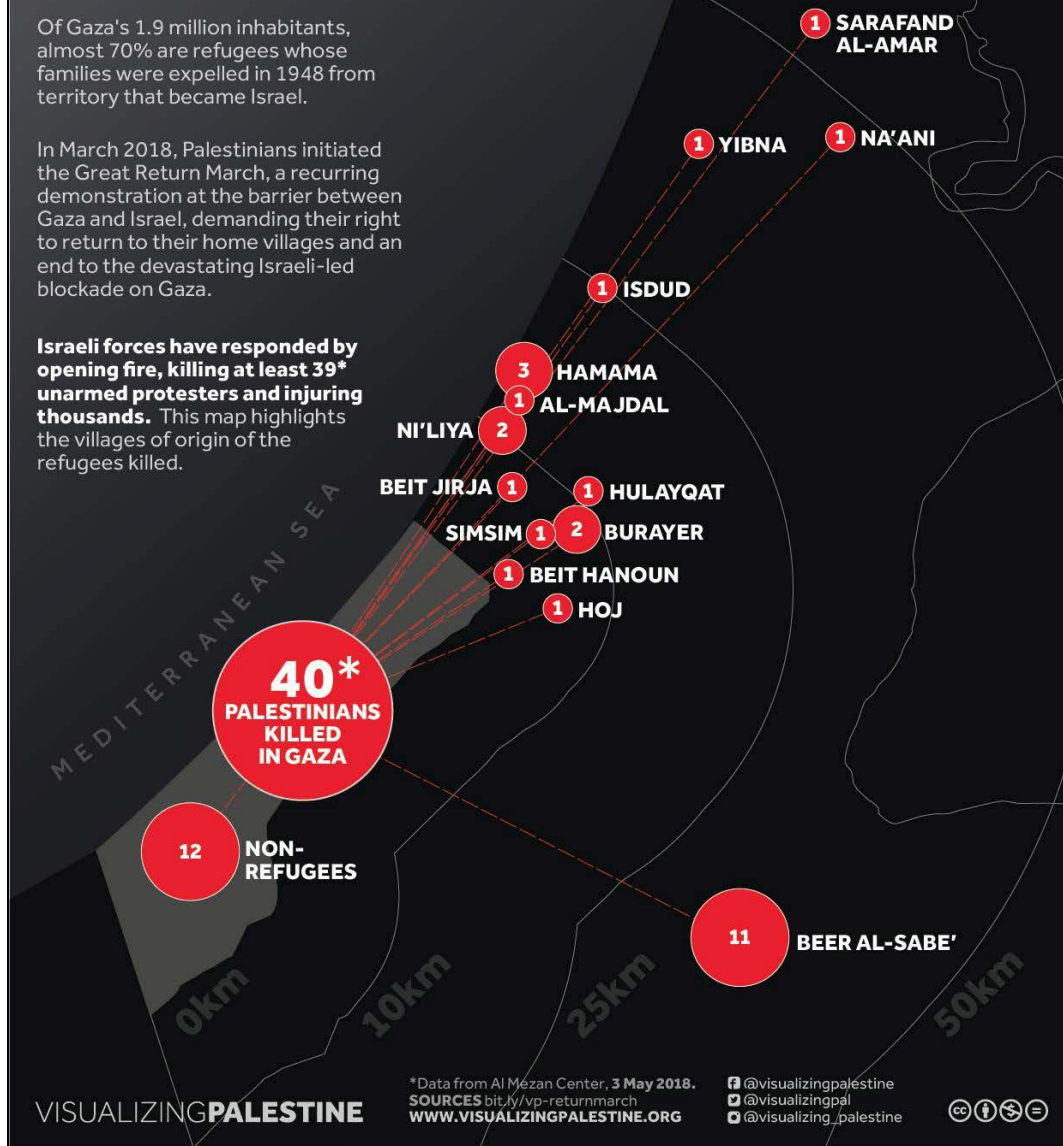


Tableau : Court trajet vers la maison, longue marche vers la liberté

Des 1,9 millions d'habitants de Gaza, près de 70% sont des réfugiés dont les familles ont été expulsées en 1948 du territoire qui est devenu Israël. En mars 2018, les Palestiniens ont entamé la Grand Marche du retour, une manifestation récurrente à la clôture entre Gaza et Israël, pour exiger leur droit de retourner dans leurs villages d'origine et de mettre fin au blocus dévastateur dirigé par Israël. Les forces israéliennes ont répondu à cette marche par des tirs à balles réelles, tuant au moins 47 manifestants non armés et en blessant des milliers d'autres. Ce tableau indique les villages d'origine des réfugiés tués.

LML dénonce la brutalité des sionistes et exprime son plein appui à la juste lutte du peuple palestinien et en appelle à tous à participer pleinement aux actions pour souligner la Nakba. LML dénonce aussi l'appui continu du gouvernement du Canada à l'occupation et aux crimes de guerre sionistes, ainsi que son refus de tenir Israël responsable en condamnant toutes ses actions illégitimes qui contreviennent au droit international.

Scènes de la Grande Marche du retour











(Photos: Activestills, M. Asad, KUNA, Great March of Return, A. Samaan, Visualizing Palestine, Quds network, Razan, M. Smiry, M. Hughes-Thompson)

Les sionistes codifient la discrimination et le nettoyage ethnique dans leur « projet de loi sur l'État-nation juif »

Le 3 mai, Israël a déposé un projet de loi qui définit Israël comme « l'État-nation juif et démocratique du peuple juif, de son autodétermination dans sa patrie historique ».

Soixante-quatre membres de la Knesset ont voté en faveur de l'adoption du projet de loi tandis que cinquante ont voté contre. Un des auteurs du projet de loi et membre de la Knesset, Avi Dichter, a été cité lors de la discussion du projet de loi : « Le droit à l'autodétermination nationale au sein de l'État d'Israël ne concerne que le peuple juif. »

Dichter a ajouté : « Les Palestiniens ne pourront pas définir Israël comme leur État-nation. La Loi de l'État-nation est la police d'assurance que nous laissons à la prochaine génération. »

La membre du Comité exécutif de l'OLP, Dr Hanan Ashwari, a immédiatement émis un communiqué de presse pour déclarer le projet de loi illégal et une violation des droits humains, et le condamner pour son cautionnement du « nettoyage ethnique ».

« Une fois de plus, Israël a réaffirmé son intention d'institutionnaliser la discrimination, le racisme et la xénophobie contre toutes les facettes de la vie palestinienne, transformant ainsi l'occupation militaire en une confrontation sectaire délibérée et établissant des croyances idéologiques en tant que politique officielle », a dit Hanan Ashwari.

« Sans aucun doute, Israël cherche à atteindre une pureté ethnique et à prolonger l'occupation et son système continu d'apartheid et de nettoyage ethnique, abdiquant toute responsabilité envers les Palestiniens et éliminant le droit de retour des réfugiés palestiniens », a-t-elle ajouté.

Elle a appelé la communauté internationale à réagir à l'adoption du projet de loi par Israël : « En raison de l'importante escalade des efforts d'Israël pour surimposer l'ensemble du 'Grand Israël' à l'ensemble de la Palestine historique, tous les membres de la communauté internationale doivent intervenir immédiatement, non seulement pour empêcher une plus grande détérioration, mais aussi pour réparer les torts et remédier à la situation le plus tôt possible ».

Selon les médias israéliens, « une autre section du projet de loi approuvée lors de la session de nuit vise à établir des communautés pour juifs seulement, même si des représentants du bureau du procureur général et du département juridique de la Knesset ont jugé que cette décision serait discriminatoire et anticonstitutionnelle ».

Comme l'a mentionné Hanan Ashrawi, en plus de ses autres buts néfastes, le projet de loi confond religion juive et idéologie sioniste, afin que ceux qui sont animés d'objectifs malveillants puissent soulever un tollé hypocrite sur l'« antisémitisme » lorsque les sionistes et leurs crimes brutaux contre les Palestiniens et d'autres sont dénoncés.

Au sujet de la Déclaration Balfour

- Dr Ismail Zayid -

Le Marxiste-Léniniste reproduit ci-dessous un extrait d'un essai du Dr. Ismail Zayid intitulé « Nettoyage ethnique et dépossession » réimprimé du *Dossier on Palestine* et présenté pour la première fois lors d'une allocution à la Conférence sur la Palestine, à Vancouver, le 23 mai 1998.

[...]

C'était le 2 novembre 1917 lorsqu'Arthur Balfour, le ministre britannique des Affaires étrangères, a publié sa déclaration infâme sous la forme d'une lettre écrite à lord Rothschild. On pouvait y lire :

« Le gouvernement de Sa Majesté considère favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ..., qu'il soit clairement entendu que rien ne doit être fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives existantes en Palestine. »

Il est intéressant de noter que le mot de cinq lettres « arabe » n'apparaît pas une seule fois dans ce document. Faire référence aux Arabes qui constituaient à l'époque 92 % de la population de la Palestine et possédaient 98 % de ses terres, en tant que communautés non juives, n'est pas simplement absurde, mais délibérément frauduleux. Je n'ai pas besoin de vous dire que cette lettre n'a pas la moindre légalité car ce n'est pas à Balfour de prendre sur soi de tels actes de générosité envers la Palestine. Selon le Dr Arnold Toynbee, la publication de ce document décrit bien le rôle britannique :

« Nous avons pris l'initiative de donner quelque chose qui n'était pas à nous, nous promettions à un tiers des droits quelconques dans un pays constitué d'Arabes palestiniens. »

De même, l'écrivain juif bien connu, Arthur Koestler, l'a bien résumé lorsqu'il a décrit la Déclaration Balfour comme un document dans lequel « une nation a promis à une seconde le pays appartenant à une troisième nation ».

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution no 181 qui recommande la partition de la Palestine en un État juif qui regroupe 56 % des terres, un État arabe sur 42 % des terres et une zone internationale à Jérusalem. À l'époque, les juifs dont une grande partie étaient des immigrants récents ou illégaux, constituaient le tiers de la population palestinienne et possédaient 5,6 % de ses terres. Dans la région qui a été attribuée à l'État juif, la moitié de la population était arabe (musulmans et chrétiens) et la moitié était juive.

Il est intéressant de noter que les temps n'ont pas changé depuis 1947 lorsque les États-Unis ont obtenu que l'Assemblée générale retarde le vote « pour gagner du temps afin d'aligner selon leurs propres opinions et par coercition, certains pays latino-américains, asiatiques et africains ». Le sous-secrétaire d'État Sumner Welles déclarait :

« Par ordre direct de la Maison-Blanche, toute forme de pression, directe et indirecte, a été utilisée pour s'assurer que la majorité nécessaire soit acquise. »

Par la suite, des combats ont éclaté entre Arabes et Juifs et au début de 1949, à la fin des combats, Israël occupait 78 % de la Palestine et environ 750 000 Palestiniens terrorisés ont été chassés ou ont fui leurs foyers.

La genèse de cet exode émane du concept inhérent à l'idéologie sioniste qui consiste à créer un État uniquement juif en Palestine, libéré des Arabes. Le puissant ordre du jour politique qui existe actuellement en Israël, tel que la politique du « transfert des Palestiniens » d'Israël et des territoires occupés, n'est pas nouveau. En 1897, Theodor Herzl y fait allusion dans ses notes personnelles, à l'occasion du premier congrès sioniste mondial à Bâle, en Suisse, où il présente ses plans pour créer un État juif en Palestine :

« Nous essaierons de repousser la population pauvre (arabe) de l'autre côté de la frontière en lui procurant de l'emploi dans les pays de transit, tout en lui refusant tout emploi dans son propre pays ... Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être effectué discrètement et avec circonspection. »[1]

Ben Gourion, dans un discours prononcé au plénum du 20^e Congrès sioniste à Zurich le 7 août 1937, déclarait :

« Le transfert d'habitants (arabes) a eu lieu par le passé, dans la vallée (Jerzeel), dans le Sharon (la plaine côtière) et dans d'autres endroits. Nous connaissons les actions du Fonds national juif à cet égard. Maintenant le transfert doit s'organiser à une échelle beaucoup plus importante. Dans de

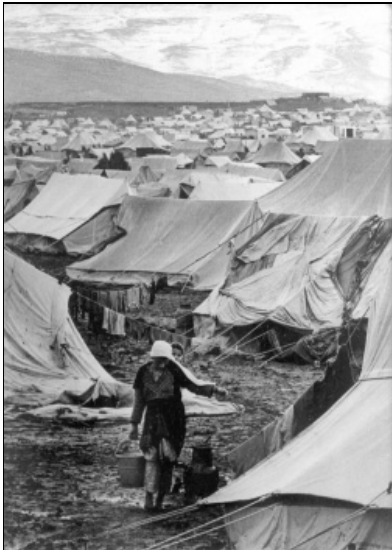


nombreuses parties du pays, de nouvelles implantations juives ne seront possibles que si la paysannerie arabe est transférée... Le transfert de la population est ce qui rend possible un plan très vaste de peuplement (juif). Heureusement, le peuple arabe possède de grandes zones vides (à l'extérieur de la Palestine). Le pouvoir juif dans le pays, qui ne cesse de croître, augmentera également nos possibilités de mener le transfert à grande échelle. Vous devez vous rappeler que cette méthode contient une idée sioniste et humaine importante, de déplacer des parties d'un peuple (c'est-à-dire, les Arabes de Palestine) vers leur propre pays et de les installer sur des terres inoccupées [en Syrie, en Transjordanie et en Irak]. »[2]

Encore une fois, le fait d'expulser un peuple de sa patrie, nous dit-on maintenant, est une « idée sioniste humaine ». Le professeur Israël Shahak l'a bien résumé :

« Vous ne pouvez pas avoir de sionisme humain, c'est en soi une contradiction. »

Dans une lettre adressée en 1937 à son fils Amos, Ben Gourion lui confie que lorsque l'État juif sera créé, « nous expulserons les Arabes et prendrons leur place ». En visite en juillet 1948 dans la nouvelle Nazareth conquise, Ben Gourion s'est exclamé : **« Pourquoi y a-t-il tant d'Arabes ici, pourquoi ne les as-tu pas expulsés ? »**



La Nakba de 1948 - expulsion de masse forcée de Palestiniens par les sionistes

Joseph Weitz, qui a été le représentant en chef de l'Agence juive, rapporte dans l'édition du 29 septembre 1967 de *Davar*, l'organe de l'Histadrout, que lui et d'autres dirigeants sionistes avaient conclu, en 1940, « qu'il n'y avait pas de place pour les deux peuples dans ce pays ». Il en vient à

conclure que la réalisation des objectifs sionistes exigeait « une Palestine, ou au moins la Palestine occidentale (à l'ouest du Jourdain) sans les Arabes ». Il a écrit qu'il fallait « transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins, les transférer tous et seulement après ce transfert, le pays pourrait absorber des millions de nos frères ». Voilà, en substance, le fondement de la politique du « nettoyage ethnique » que les forces sionistes ont adoptée en 1948 pour éliminer, par le massacre, ou la menace de massacre, et par la guerre psychologique, pratiquement toute la population arabe dans la région. Le territoire palestinien qu'ils ont conquis par des moyens militaires représente 78 % de la Palestine.

Le 9 avril 1948, le massacre du village de Deir Yassin près de Jérusalem, où 250 hommes, femmes et enfants ont été assassinés de sang-froid et massacrés par le groupe terroriste Irgun Zvei Leumi, avec l'approbation du commandant des forces sionistes officielles à Jérusalem, David Shaltiel, comme l'a récemment documenté Yitzhak Levi, un officier vétéran du renseignement israélien, où la Haganah a joué un rôle décisif dans cette expulsion. Ironiquement, le village de Deir Yassin avait conclu un accord de paix avec ses voisins juifs de Givat Shaul. Ce massacre n'était pas unique et de nombreux massacres similaires ont été perpétrés par les forces sionistes et les forces israéliennes pendant cette guerre. Un article paru le 6 mai 1992 dans le journal de Tel Aviv *Hair*, écrit par Guy Erlich, documente des preuves rassemblées par le journaliste juif américain Dan Kortzman, auteur de *Genesis 1948*, et l'historien Ariyeh Yitzhaki, d'au moins vingt grands massacres d'Arabes et de plus d'une centaine de massacres commis par les forces israéliennes. Yitzhaki déclare :

« Pour beaucoup d'Israéliens, c'était facile de s'accrocher à la fausse prétention que les Arabes avaient quitté le pays parce que c'était ce que leurs dirigeants avaient ordonné. C'est un mensonge total. La cause fondamentale de la fuite des Arabes a été la peur de la violence des Israéliens, et cette peur était fondée dans la réalité. »

L'historien Uri Milstein, célébré en Israël comme celui qui dissipe les mythes, confirme l'évaluation de Yitzhaki concernant l'ampleur des massacres et va même plus loin :

« Si Yitzhaki prétend qu'il y avait des meurtres dans presque tous les villages, puis-je dire que jusqu'à la création d'Israël **tous les cas de combats ont pris fin par un massacre d'Arabes. Il y a eu des massacres d'Arabes durant toutes les guerres d'Israël, mais je ne doute pas que la guerre d'Indépendance ait été la plus sale .** »

Dans le village de Duweima, un village arabe près d'Hébron, occupé sans combat par le bataillon 89 de la 8e brigade, quelque 80 à 100 civils ont été assassinés de sang-froid par les occupants. Plus tard, encore plus de civils ont été assassinés. Dans le village de Safsaf :

« Cinquante-deux hommes ont été attachés avec une corde, descendus dans une fosse et abattus. Dix ont été tués. Des femmes ont demandé grâce. Il y a eu trois cas de viol, dont celui d'une jeune fille de quatorze ans, et quatre autres personnes ont été tuées. »

La politique de massacre comprenait entre autres une campagne de guerre psychologique, dont la terreur pour forcer les Palestiniens à fuir. Leo Heiman, officier de la Réserve de l'armée israélienne qui a combattu en 1948, écrit en juin 1964 dans *Marine Corp Gazette* :

« Alors qu'une panique incontrôlée se répandait dans tous les quartiers arabes, les Israéliens ont fait venir des jeeps surmontés de haut-parleurs qui diffusaient des enregistrements de 'sons d'horreur'. Ceux-ci comprenaient des cris, des gémissements et des lamentations remplies d'angoisse de femmes arabes, les hurlements de sirènes et le bruit des cloches d'alarme d'incendie, interrompus par une voix sépulcrale qui disait en arabe 'sauver vos

âmes, vous les fidèles : les juifs utilisent des gaz toxiques et des armes atomiques. Sauvez-vous, au nom d'Allah !' »

Des méthodes plus subtiles de guerre psychologique ont été utilisées par Yigal Allon, le commandant du Palmach, une force d'élite de la Haganah, qui est devenu plus tard ministre israélien des Affaires étrangères. Il écrit en 1948 dans *Ha Sepher Ha Palmach* :

« J'ai rassemblé tous les mukhtars juifs (chefs), qui ont des contacts avec les Arabes dans différents villages, et leur ai demandé de chuchoter aux oreilles de certains Arabes qu'un grand renfort juif est arrivé en Galilée et qu'il va brûler tous les villages de la Houla. Ils devraient conseiller à ces Arabes, à titre d'amis, de s'échapper pendant qu'il est encore temps. La rumeur s'est répandue dans toutes les régions de la Houla. La tactique a atteint entièrement son but. »

Lorsque les Arabes n'ont pas réussi à fuir, comme c'était escompté, une combinaison de terreur et d'expulsion physique a été utilisée, comme dans le cas des villes de Lydda et Ramleh qui ont été occupées le 10 juillet 1948.

Yitzhak Rabin le rapporte dans ses mémoires publiées dans l'édition du 23 octobre 1979 du *New York Times* : « Alors que les combats étaient encore en cours, nous devions nous attaquer au problème de la population civile, qui comptait environ 50 000 personnes. Nous sommes allés marcher à l'extérieur, Ben Gourion nous a accompagnés et Allon a réitéré sa question : 'Qu'est-ce qu'on doit faire de la population ?' B.G. a agité la main dans un geste qui disait : 'Chasse-les !' »

Un des crimes de guerre israéliens s'est produit à cet endroit. Après la reddition de Lydda, un groupe d'hommes palestiniens s'est réfugié dans la petite mosquée Dahmash. Le commandant du troisième bataillon du Palmach, Moshe Kalman, a donné l'ordre de tirer plusieurs missiles sur la mosquée. La force qui a attaqué la mosquée a été surprise par le manque de résistance. Ils ont trouvé les restes des combattants arabes accolés aux murs de la mosquée. Un groupe de 20 à 50 résidents de la ville a ensuite été amené pour nettoyer la mosquée et enterrer les restes. Quand ils ont terminé leur travail, ils ont également été abattus et jetés dans les tombes qu'ils avaient eux-mêmes creusées. Le journaliste juif américain Dan Kortzman a appris l'événement de Moshe Kalman en travaillant sur son livre, *Genesis 1948*, qui décrit la guerre de l'Indépendance.

« Rabin et ses officiers ont chassé ces 60 000 civils de leurs maisons par la terreur, avec des avions qui volaient à basse altitude au-dessus de leurs têtes tirant ici et là sur des personnes et les forçant à courir. Le spectacle d'hommes, femmes et enfants terrorisés qui fuyaient l'horreur sous un soleil de plomb, après avoir parcouru 25 km jusqu'au village de Beit Nuba, où je les ai vus de mes propres yeux, est une scène que je n'oublierai jamais.... »

Il importe de rappeler que cette pièce de propagande sioniste [que les Palestiniens ont quitté leurs foyers volontairement et en réponse aux appels lancés par leurs dirigeants] a d'abord été démolie par le Dr Erskine Childers qui a examiné les enregistrements de surveillance américains et britanniques de toutes les émissions provenant du Moyen-Orient en 1948. En 1961, il rapporte dans le *Spectator* :

« En 1948, il n'y a pas eu un seul ordre, appel ou suggestion d'évacuer la Palestine par aucune des stations de radio arabes, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine. Par contre, il y a de nombreux enregistrements d'appels et de directives transmis en arabe aux civils palestiniens de demeurer en place. »

Les documents historiques démontrent clairement que le problème des réfugiés de Palestine a été

créé en réponse à une politique sioniste claire qui a consisté à expulser de la terre de Palestine son peuple. Chaim Weizmann, le premier président d'Israël, décrit ce processus avec beaucoup de satisfaction comme « **le miraculeux défrichement de la terre** ». Cependant, le médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte de Suède, déclare dans un rapport présenté à l'ONU :

« Ce serait une offense aux principes de la justice élémentaire si ces innocentes victimes du conflit se voyaient refuser le droit de retourner chez elles alors que les immigrants juifs affluent en Palestine, et, en fait, pavent la voie à une menace, celle du remplacement permanent des réfugiés arabes qui ont été enracinés dans la terre pendant des siècles. »

Le comte Bernadotte a payé cher cet énoncé de principe évident : le 17 septembre 1948 il a été assassiné à Jérusalem par la bande terroriste Stern, sur les ordres directs de Yitzhak Shamir. Toutefois, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé, le 11 décembre 1948, dans sa résolution no 194 :

« De permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers ».

L'application de cette résolution, ainsi que la résolution no 181 du 29 novembre 1947, ont été réaffirmées et ont été transformées en conditions d'admission d'Israël à l'ONU dans la résolution no 273 du 11 mai 1949.

Malgré cela et malgré les résolutions répétées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont exigé la mise en oeuvre de la résolution no 194 sur le retour des réfugiés, Israël continue de défier cette volonté internationale et, essentiellement, on peut dire que son appartenance aux Nations unies est illégitime, compte tenu de son refus de respecter les conditions qui lui ont été imposées. Non seulement cela, Israël a procédé en 1967, après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, à l'expulsion de plus de 300 000 réfugiés palestiniens de leurs foyers ou de camps de réfugiés. Beaucoup d'entre eux ont été essentiellement expulsés une deuxième fois. La résolution no 237 du Conseil de sécurité, en date du 14 juin 1967, invitait le gouvernement d'Israël à faciliter le retour de ces réfugiés, et les résolutions similaires de l'Assemblée générale des Nations unies à cet effet demeurent lettre morte.

Il est évident pour quiconque a été témoin de l'histoire de cette région, que les Palestiniens sont toujours déterminés à retourner dans leur patrie et que leur lutte continue malgré les massacres répétés et une politique orchestrée de génocide qui nie leur existence nationale.[...]

Le texte intégral de la conférence peut-être lu [ici](#).

Notes

1. Extrait de R. Patai, éd., *The Complete Diaries of Theodor Herzl* , Vol I.
2. Benny Morris, *Looking Back : A personal assessment of the Zionist Experience* , Tikkun. 13 : 40-49, 1998.



Le 73e anniversaire de la libération de l'Europe

Un anniversaire qui souligne la nécessité d'établir aujourd'hui des gouvernements antiguerre



Le 2 mai 1945, le Drapeau de la Victoire est hissé sur le Reichstag à Berlin par les soldats de l'Armée rouge, peu avant la capitulation des forces allemandes dans la ville et la victoire décisive sur les fascistes le 9 mai 1945. (RIA Novosti)

Il y a 73 ans, le 9 mai 1945, avec la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne hitlérienne et l'Italie ayant déjà capitulé, la Deuxième Guerre mondiale était officiellement déclarée terminée en Europe. Les forces antifascistes du monde, avec l'Union soviétique et les communistes de tous les pays à la tête du mouvement de résistance, avaient vaincu le nazisme allemand, le fascisme italien et le militarisme japonais. À l'annonce de la victoire sur l'Allemagne nazie, vaincue par l'Armée rouge, les armées et les combattants de la résistance des pays alliés, des célébrations éclatèrent partout dans le monde.

« Nous avons à présent toutes les raisons d'affirmer que le jour historique est venu de la défaite définitive de l'Allemagne, le jour de la grande victoire de notre peuple sur l'impérialisme allemand », déclara Staline.

« Les grands sacrifices que nous avons consentis au nom de la liberté et de l'indépendance de notre Patrie, les privations et les souffrances sans nombre que notre peuple a connues dans cette guerre, le labeur intense à l'arrière et au front offert sur l'autel de la Patrie, n'ont pas été en vain ; ils ont été couronnés par la victoire complète sur l'ennemi. »

Aujourd'hui, alors que le peuple russe et les peuples de l'ancienne Union soviétique se joignent aux peuples du monde entier pour saluer la contribution de l'Union soviétique et des combattants de la

résistance antifasciste à la défaite des nazis, les impérialistes américains aiment donner l'impression qu'ils ont été la force décisive de la libération de l'Europe. Avec les fauteurs de guerre au Canada, ils propagent la désinformation au sujet des causes de la guerre, des conditions créées après la guerre et de leur propre refus de permettre à l'humanité de consolider sa victoire en s'assurant que de telles souffrances ne se reproduisent plus. Leur propagande intéressée pour déformer l'histoire de l'alliance antifasciste et de sa direction ainsi que de l'importance des événements depuis la fin de la guerre est faite pour justifier les crimes qu'ils commettent aujourd'hui contre la paix et pour cacher la nécessité pour les peuples du monde d'établir des gouvernements antiguerre dans leurs propres pays pour s'assurer qu'une autre guerre mondiale ne se produise pas au nom de l'humanitarisme, de la paix et de la démocratie.

Les représentants de l'impérialisme, y compris les médias monopolisés, déforment l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale sur la base des définitions de la guerre froide. Ils le font pour présenter la démocratie impérialiste américaine comme la seule forme de représentation et les États-Unis impérialistes comme « la nation indispensable ». La désinformation sur le rôle joué par l'Union soviétique sous la direction de Staline a pour but de priver les peuples d'une conception sur la base de laquelle ils peuvent changer les choses en leur faveur. Selon la conception qu'ils veulent que les gens adoptent, leur propre système impérialiste représente la liberté et l'espoir de l'humanité alors qu'il a plongé le monde dans un état d'anarchie et de violence où les crimes commis par les États-Unis et ses alliés dépassent même ceux des nazis. Tout cela pour cacher que le communisme moderne est la source des idées qui ouvrent la voie au progrès de la société et qu'il faut des gouvernements qui s'opposent à la guerre impérialiste.

En promouvant une caricature du communisme et en assimilant le communisme au totalitarisme et au fascisme, le but des fauteurs de guerre est d'amener les peuples à accepter de se soumettre au diktat des États-Unis et des grandes puissances et à la démocratie impérialiste.

Un gouvernement antiguerre défend nécessairement le principe que toutes les nations, grandes et petites, sont égales et ont droit à l'autodétermination. Un gouvernement antiguerre doit s'opposer à tous les crimes contre la paix et protéger la cause sacrée de la paix. Des solutions peuvent être trouvées pour tous les problèmes auxquels les gens font face dans le contexte des efforts pour s'assurer que ce sont les gens qui se gouvernent eux-mêmes et exercent le contrôle sur leur vie. C'est ce que la Deuxième Guerre mondiale a enseigné aux peuples du monde et c'est pourquoi ils ont besoin aujourd'hui des gouvernements antiguerre qui agissent sur la base de ces enseignements. La lutte pour unir le peuple dans l'action pour le renouveau politique et établir des gouvernements antiguerre est la première étape vers l'édification d'une société dans laquelle les êtres humains peuvent s'épanouir.



Commémoration du Jour de la Victoire au Canada



Marche du Régiment immortel, Moscou, 9 mai 2018

Partout dans le monde les peuples ont participé aux marches du Régiment immortel et à d'autres événements pour marquer le 73^e anniversaire du Jour de la Victoire, le 9 mai, lorsque l'Allemagne nazie a été défaite et a capitulé devant l'Armée rouge et les forces alliées, mettant officiellement fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe, une guerre dans laquelle 50 millions de personnes ont été tuées. À Moscou seulement, on rapporte que près d'un million de personnes ont participé à la marche. Les commémorations du Régiment immortel ont réuni les familles et les amis des soldats de l'Armée rouge et des soldats d'autres pays qui ont donné leur vie pour vaincre les hitlériens. Partout, des drapeaux et des bannières étaient portés côte-à-côte avec des portraits de membres des familles qui ont fait le sacrifice ultime pour vaincre le nazisme. Comme l'a bien souligné une bannière à Toronto, « Remercions l'Armée rouge pour la victoire sur le fascisme 1941-1945 »

Canada

Toronto



La marche du Régiment immortel à Toronto a débuté en plein coeur de la ville, à la place Dundas. Entre les discours d'ouverture et l'interprétation de chants de la période, dont *Kathyusha*, des membres des familles ont parlé des sacrifices héroïques faits par leurs parents qui faisaient partie de l'Armée rouge et des forces partisans qui ont participé aux batailles historiques, dont celle de Stalingrad où l'épine dorsale de la machine de guerre nazie a été brisée et le cours de la guerre a tourné en faveur des forces alliées. Plus de 1000 personnes ont pris part à la marche qui s'est terminée à l'ancien hôtel de ville.

Le Groupe russe du Canada a distribué largement une déclaration qui disait: « L'Union soviétique a payé le prix le plus élevé pour la victoire : 28 millions de soldats et de civils ont été tués. Des millions ont été envoyés dans les camps de concentration nazis en Allemagne et en Europe. Les meilleures troupes nazies ont été envoyées pour combattre l'Union Soviétique et la plus grande partie de l'Europe a aussi été attaquée et occupée. En tant que Canadiens, nous souhaitons envoyer notre message au premier ministre Justin Trudeau pour lui dire que le Canada et la Russie se sont tenus côte-à-côte face à la bête nazie. Cela a été un exemple parfait où plusieurs nations unissent leurs forces pour le bien de la paix et de la stabilité. »





Ottawa



À Ottawa, il y a une longue tradition de célébration du 9 mai 1945, Jour de la Victoire en Europe. Cette année encore, des cérémonies ont eu lieu devant le célèbre char de l'Armée rouge T-34 qui est exposé au Musée de la guerre à Ottawa. Plus de 300 personnes se sont rassemblées devant le T-34 qui était couvert de fleurs, de bannières et de photos de combattants héroïques de la Grande Guerre patriotique. Plusieurs conférenciers ont rendu hommage aux sacrifices du « Régiment immortel », suivis d'un programme culturel très émouvant pour honorer leurs actes héroïques. Cela a été suivi par la marche du Régiment immortel sur le terrain du Musée de la guerre.





Montréal



Le 9 mai à Montréal, près de 2000 personnes se sont rassemblées pour célébrer le Jour de la Victoire et prendre part à la Marche du Régiment immortel. Des gens de tous âges, des familles et des jeunes en grand nombre portaient les photos des héros patriotiques, des membres de leur famille, parents, grands-parents, frères, soeurs, ayant combattu durant la Grande Guerre patriotique, de même que des fleurs, des drapeaux rouges et des rubans de Saint-Georges. Au tout début, un très beau programme culturel comprenant l'interprétation de nombreux chants

patriotiques et un hommage a été présenté pour honorer les combattants de la Grande Guerre patriotique et saluer l'héroïsme du peuple soviétique qui a été le fer de lance de la lutte pour vaincre le nazisme allemand. Une estrade avait été érigée pour l'occasion devant laquelle se trouvaient aux premiers rangs les vétérans toujours vivants de cette guerre. Un avion tirant une grande bannière sur laquelle était écrit *9 mai — Jour de la victoire* a survolé le ciel, aux acclamations et aux hourras de la foule.



États-Unis



Environ 6 000 personnes de plus de 20 villes américaines ont pris part aux cérémonies du Régiment immortel dont la plus importante a eu lieu à Manhattan le 5 mai. Ces actions ont eu lieu notamment à Boston, Denver, Los Angeles, San Francisco, Chicago, Washington, Miami, Kansas City, Birmingham, Houston, Phoenix et Seattle.

A New York, des gens de l'ex-URSS, des anciens combattants de différentes nationalités se sont retrouvés sur les rives de l'Hudson et se sont rendus au monument dédié aux soldats tombés durant la Seconde Guerre mondiale à Battery Park, devant la statue de la Liberté. Ils ont déposé des fleurs au monument, présenté des fleurs aux anciens combattants et ont lâché des centaines de ballons blancs, au son de la célèbre chanson russe « Les Grues », dédiée à tous les soldats tombés au combat qui ont donné leur vie pour la liberté pendant la Seconde Guerre mondiale.



Marche du Régiment immortel à Washington (gauche) et New York

« D'une année à l'autre, les Américains montrent un intérêt croissant pour le Régiment immortel bien que nous ne faisons pas beaucoup de publicité », a dit Igor Kochan, président de la Société de la jeunesse russe des États-Unis, qui a organisé l'action à New York. « Nous parlons à nos collègues de bureau et nos enfants parlent à leurs camarades de classe américains de ce qu'est le Régiment Immortel et les Américains se joignent volontiers à nous », a-t-il dit.

« Les Américains sont d'accord avec nous, qu'il est important de se rappeler le prix que le monde a payé pour la victoire », a dit Kochan. « Comme les ' frères-soldats ' russes, les Américains apportent également des portraits de leurs proches qui sont des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Des membres de la communauté chinoise ont aussi manifesté pour la première fois un intérêt pour le Régiment immortel ».

Rappelant les efforts faits à la base pour organiser et financer les actions, Kochan a ajouté : « Alors que nous sommes témoins au niveau officiel de la détérioration des relations américano-russes, les politiciens locaux cherchent à exploiter les voies de communication et de rapprochement avec les communautés russophones , d'autant plus que le Régiment immortel n'est pas une action russe », a-t-il dit. « C'est un hommage aux Russes, aux Américains et aux représentants d'autres peuples qui ont combattu le nazisme et sont sortis victorieux de ces combats. »

Russie et anciennes républiques soviétiques

Russie

Moscou





Ufa



Bélarus



Donbass



Vidéos



(Photos: TML, V. Sharifulin, B. Hansen, D. Santana, S. Kiselyov, A. Nikerichev, D. Yakupov, svaboda)

Supplément

**À titre d'information: Sur la victoire sur le
fascisme en Europe**

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca